

## Compte rendu

---

Ouvrage recensé :

Gérard BÉLANGER, *L'Économie de la santé et l'État providence*, Varia, Montréal, 2005, 244 p.

par Pierre Ouellette

*L'Actualité économique*, vol. 83, n° 1, 2007, p. 117-119.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/016697ar>

DOI: 10.7202/016697ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

## *Compte rendu*

Gérard BÉLANGER

*L'Économie de la santé et l'État providence*

Varia, Montréal, 2005, 244 p.

Il n'est pas facile de commenter le livre de Gérard Bélanger. Cette difficulté vient du fait qu'il ratisse large et que l'on ne sait pas toujours à qui il s'adresse. Il y a aussi le fait que le contenu est parfois un peu confus. Son contenu (et je ne parle pas de ses objectifs) est double. On a droit à une présentation du système de santé québécois ainsi qu'à une présentation d'un système de gouvernement basé sur l'intervention, la production et le contrôle des soins de santé. Le recoupement entre les deux est parfois limpide, mais pas toujours, loin de là.

Il faut bien sûr replacer les choses dans leur contexte : il s'agit d'un livre basé sur des notes de cours. On imagine bien qu'en classe il est possible de faire les liens entre les chapitres du livre, mais voilà, il s'agit d'un livre, pas de notes de cours. Si le livre est destiné aux étudiants du professeur Bélanger, il n'y a pas de problème. Toutefois, pour un lecteur non spécialiste s'intéressant à cette matière ou pour quiconque n'ayant pas le bagage nécessaire pour avoir le recul requis, ce livre devient rapidement insuffisant ou peut même être perçu comme une charge contre l'interventionnisme étatique. Personnellement, même si je ne suis pas nécessairement d'accord avec toutes les critiques ou points de vue de l'auteur, je ne suis pas contre la nécessité de présenter ces points de vue. Il y a au Québec une absence d'évaluation face au système de santé qui est une tache au dossier des économistes québécois. La politisation extrême des questions de santé nous met dans une situation qui confine à la bêtise. Il est certes temps que les économistes québécois sortent de leur tanière et abordent cette question de front même si notre discours risque de déplaire aux bien-pensants ou aux groupes d'intérêt du réseau de la santé. Il faut être reconnaissant au professeur Bélanger d'avoir relevé ce défi.

Le livre aborde presque toutes les questions constituant l'« économie de la santé ». On y présente la question du financement (un chapitre). La question du fardeau financier pour le gouvernement est abordée (deux chapitres, dont un traitement éclairant sur la question des indices de prix en santé). Une grande place est faite à la question des assurances. Le rôle des principaux intervenants (un chapitre est consacré aux médecins, un à l'hôpital et un autre au personnel médical) est traité surtout en relation avec la nature des interventions gouvernementales. Deux

chapters portent sur l'évaluation de projets en économie de la santé et un autre sur les médicaments. Chose intéressante, un chapitre concerne les rapports des différents groupes ayant étudié le système de santé. La commission Castonguay-Nepveu et la commission Clair ont droit à un traitement privilégié par rapport aux autres commissions. À ce sujet, on peut déplorer l'absence de discussion du rapport « Ménard » qui abordait plusieurs questions pourtant directement reliées au sujet du livre.

Dans ce tour d'horizon, on peut noter plusieurs lacunes ou omissions. Il ne saurait en être autrement dans un livre destiné à des étudiants de premier cycle. Par exemple, le traitement de l'évaluation de projet est presque caricatural pour le praticien. En aucun temps, il ne peut servir de guide pour qui veut s'initier à cette pratique. De même, plusieurs recherches ont été publiées depuis une dizaine d'années sur le financement des institutions de santé et on n'en trouve pas d'écho dans le livre. La critique est cependant facile car là n'est pas le but de l'auteur. Il ne s'agit pas d'un livre pour experts. En fait, chacun des thèmes peut donner naissance à un livre. On n'y trouve pas un état de la situation de la recherche actuelle; on y trouve un bref exposé de la façon dont les économistes perçoivent certaines questions de santé.

Comme l'indique son titre, plusieurs chapitres du livre sont consacrés à l'État providence et à certaines questions en périphérie. C'est que l'auteur se fait un point d'honneur d'aborder plusieurs questions de santé en relation avec l'interventionnisme étatique. La logique derrière cet interventionnisme et les implications sur la dynamique du système sont abondamment traitées. Selon l'auteur, cette logique nous mène directement vers une plus grande centralisation avec le risque d'un éloignement des besoins des individus. Le fait de devenir l'assureur unique en soins hospitaliers et médicaux devait nécessairement mener à la prise de contrôle de tout le système. Cette allégation est certainement très forte. Plusieurs seront partiellement d'accord avec l'auteur, mais beaucoup plus encore ne le seront pas entièrement. L'expérience de certains pays n'est certes pas totalement conforme avec ce point de vue. À mon avis, c'est là un des points faibles du livre. Soutenir cette thèse est utile et nécessaire au Québec pour éviter le ronronnement actuel des intellectuels sur les questions de l'organisation des soins de santé. Le débat doit être alimenté et la contribution du professeur Bélanger est bienvenue. Mais ce livre n'est pas destiné à des experts en santé. Il constitue la matière d'« un cours à distance en économie de la santé, dans le cadre d'un certificat en assurance et rentes collectives. » (Introduction du livre, page 9). Il est très difficile de penser que des étudiants de premier cycle auront les connaissances et le recul nécessaires pour analyser les thèses de l'auteur sur l'interventionnisme et son impact sur le système de santé.

On se retrouve donc devant une situation où les destinataires du livre (des étudiants de certificat) auront droit à une présentation intéressante de la contribution des économistes au domaine de la santé et devront absorber une thèse sur les implications de l'interventionnisme (sans avoir le recul et le bagage pour la

critiquer), ou encore, pour ceux qui sont déjà initiés à l'économie qui liront ce livre, une présentation trop brève (et insuffisante pour devenir eux-mêmes des experts) de l'économie de la santé et une thèse certes critiquable sur l'interventionnisme mais ô combien nécessaire au Québec. Dans les deux cas, il y a des gains et des motifs d'insatisfactions.

Pour les rares titulaires des cours en économie de la santé des universités québécoises (de niveau baccalauréat), ce livre sera utile car il est possible de l'adapter à leurs intérêts et il permet d'amener la discussion sur des questions rarement abordées sur les liens entre l'interventionnisme et le système de santé. C'est déjà beaucoup.

Pierre OUELLETTE  
*Université du Québec à Montréal*